

ANALYSE D'OUVRAGE

par J.C. Moisson*

A propos du livre de Pierre Larroutou

" DU TEMPS POUR VIVRE "

Edition FLAMMARION (Janvier 95)

Pierre Larroutou est connu pour ses idées sur le temps de travail, qu'il défend inlassablement. Le lecteur ne sera donc pas surpris par le contenu de cet ouvrage : un vibrant plaidoyer pour la semaine de quatre jours.

Mais depuis ses premiers pas dans l'arène politique, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est actuellement agitée sur le sujet, l'auteur a fourbi ses armes et c'est point par point qu'il répond aux divers critiques et détracteurs d'une solution qu'ils jugent pour l'essentiel anti-économique et trop générale pour s'adapter aux caractéristiques spécifiques des entreprises.

Pour Pierre Larroutou, la semaine de quatre jours est doublement séduisante : elle fait reculer le spectre d'un chômage massif ; elle permet, en libérant pour les individus une journée supplémentaire, un meilleur épanouissement au niveau de leur vie privée et de leurs capacités hors travail.

Y a-t-il de meilleures façons de lutter contre le chômage ? Comme par exemple la baisse du coût du travail ? Cela n'a rien d'évident, estime l'auteur : il n'y a pas de corrélation aveuglante entre cette variable et le niveau de chômage ; les actions correspondantes entraîneraient des perturbations sociales graves. Améliorer la formation professionnelle ? L'auteur signale que le chômage « frictionnel » est devenu marginal. Compter sur la croissance ? Illusoire : il faudrait des taux records, inenvisageables dans les décennies qui viennent. Développer les emplois de proximité ? Cette possibilité n'est pas à l'échelle du problème ..

* Directeur de recherches, Professeur à l'Ecole des Mines de Paris

De toute façon, pour l'auteur, la réduction du temps de travail est une évolution fatale. Toute l'histoire de notre système industriel nous invite à une telle constatation. Pourquoi recule-t-on alors devant cette solution quasi-obligée ? sans doute à cause des mesures précédentes en la matière, inefficaces par trop grande prudence (cf la réduction à 39h de 1982). Pour l'auteur, il faut sept conditions pour qu'une réduction du temps de travail soit efficace : elle doit être massive, ses modalités doivent être négociées localement, elle doit se faire à masse salariale inchangée, elle suppose un délai de préparation et de maturation du côté des entreprises, une souplesse de mise en oeuvre, des dérogations possibles, et elle doit s'accompagner d'incitatifs à l'embauche.

D'où le dispositif général imaginé par Pierre Larrouturnou : réduction du temps de travail à quatre journées, baisse modulée des salaires (3% pour les plus bas, 8% pour les plus hauts), entièrement compensée par l'Etat pour les plus bas. Exonération complète des entreprises des cotisations chômage, si elles embauchent de façon significative. Compte tenu des hausses de productivité prévisibles (10% d'emplois créés et non 15%), on obtient bien une masse salariale constante. Par ailleurs, l'auteur s'entoure des compétences nécessaires (notamment Patrick Artus, de la Caisse des dépôts et consignations) pour s'assurer que le bouclage macro-économique de sa « formule » s'effectue bien et que l'opération sera neutre pour l'Etat (sinon bénéficiaire).

P. Larrouturnou répond ensuite à toute une série de questions et d'objections avec une vigueur et une assurance qui traduisent une longue habitude de débats publics et d'interpellations houleuses : oui, il y a beaucoup d'expériences locales réussies d'une telle transformation ; non, il n'y a pas eu dans ces cas détérioration de la compétitivité des entreprises, qui au contraire s'est améliorée par le biais d'une meilleure gestion de la main d'oeuvre ; oui, la semaine de quatre jours est applicable aux cadres ; au contraire, elle apparaît comme la seule solution entraînant une rupture suffisamment importante par rapport à leur rythme habituel, souvent excessif et source d'inefficacité ; non, l'effet d'appel (arrivée sur le marché du travail de nouveaux demandeurs d'emploi) ne devrait pas être spectaculaire ; oui, les salariés sont favorables dans leur grande majorité à ce type de formule, qui pourtant se traduit par de légères baisses de salaires pour la plupart ; non, le fait d'appliquer cette solution sans attendre les autres ne constitue pas un handicap pour la France, et de toute façon de telles évolutions apparaissent inéluctables partout ; non, le développement du temps partiel ne suffit pas pour résorber le chômage, et il est par ailleurs vécu comme réduction du temps de travail forcée par un grand nombre des salariés ; oui, une mesure uniforme est possible, et peut être déclinée de multiples façons à l'intérieur des entreprises, ce que la situation actuelle montre clairement ; elle semble au contraire susceptible de créer de nouvelles flexibilités ; non, cette même mesure ne développera pas le travail au noir, ni ne freinera la croissance économique, qui au contraire sera tirée par la satisfaction de besoins non satisfaits, notamment culturels.

Sur tous ces points, l'argumentaire est clair, talentueux, s'appuie sur de nombreux chiffres souvent fort instructifs. On peut ceci dit rester légitimement quelque peu perplexe devant les éléments de démonstration ainsi fournis ; ne suffirait-il pas par exemple de modifier légèrement quelques hypothèses de base - sur la compensation pour les entreprises, et donc leur compétitivité, ou sur le taux d'emploi nouveau - pour passer d'une situation toute rose à un scénario tout en noir ?

En fait la force du message me semble être ailleurs que dans ces justifications pour économistes ou gestionnaires pointilleux ; elle est dans la défense d'une nouvelle qualité de

vie, dans la constatation que cette évolution vers une libération partielle par rapport au travail est inéluctable, et dans la recherche d'une nouvelle dignité pour ceux qui sont à la recherche d'une activité socialement légitime.

Il s'agit donc davantage d'un livre militant que d'un ouvrage économique. Il faut convaincre, notamment l'appareil politique et sa multitude d'experts sceptiques et prudents ; car en la matière, devant les craintes compréhensibles des responsables d'entreprise face à ce qui constitue malgré tout un pas vers l'inconnu, seul l'Etat semble capable de conduire une telle transformation (il s'y emploie d'ailleurs, mais, comme on le sait, sur la base d'un scénario légèrement différent). Pierre Larrouturou le souligne à juste titre dans ce très stimulant ouvrage : il s'agit bien d'un choix politique majeur.